



MARCHE PUBLIC DE SERVICES



MARCHÉ N°2025RTPN3010

*Souscription d'un contrat d'assurance DOMMAGES OUVRAGE (DO)
et TOUS RISQUES CHANTIER (TRC)*



Cahier des clauses particulières (CCP)

Pouvoir Adjudicateur :

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Mayenne
12 rue de Verdun – 53000 LAVAL

**Mode de passation et forme
du marché :**

Procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande publique

SOMMAIRE

I – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	3
II - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
III - CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	4
IV - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	11
ARTICLE IV-1 POINT DE DEPART ET DUREE DE GARANTIE	11
ARTICLE IV-2 NATURE DES GARANTIES CONTRACTUELLES	12
ARTICLE IV-3 NATURE DE L'OPERATION DE TRAVAUX	13
ARTICLE IV-4 MONTANT ET LIMITE DE GARANTIE	14
ARTICLE IV-5 RECONSTITUTION DES GARANTIES	15
ARTICLE IV- 6 EXCLUSIONS DE GARANTIE	15
ARTICLE IV- 7 OBLIGATIONS GENERALES DE L'ASSURE	16
ARTICLE IV- 8 CONSTAT DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REPARATION	16
ARTICLE IV- 9 DROIT DE SUBROGATION DE L'ASSUREUR	16
ARTICLE IV- 10 OBLIGATIONS DES PARTIES EN CAS DE SINISTRE – CONSTAT DES DOMMAGES - EXPERTISE	17
ARTICLE IV- 11 RAPPORT PRELIMINAIRE- MISE EN JEU DES GARANTIES – MESURES CONSERVATOIRES	18
ARTICLE IV- 12 RAPPORT D'EXPERTISE – DETERMINATION DE L'INDEMNITE	19
ARTICLE IV- 13 REGLEMENT DU SINISTRE – VERSEMENT DE L'INDEMNITE	20
V – RESILIATION – DIFFERENDS – LITIGES – CONVENTIONS ET DEROGATIONS	22
ARTICLE V- 1 RESILIATION DU MARCHE	22
ARTICLE V- 2 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	22
ARTICLE V- 3 CONVENTIONS	22

PREAMBULE

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) garantit notamment les risques définis aux articles L241-1, L241-2, L242-1 et L242-2 du code des assurances et permet en particulier aux assurés de satisfaire aux obligations définies au titre IV, livre II dudit code, instituées par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et ses textes d'application.

1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

I.1 Objet du marché

Les stipulations du présent marché concernent la souscription d'un contrat d'assurances Dommage Ouvrage (DO) avec garantie complémentaire Tous Risques Chantier (TRC) dans le cadre de l'opération suivante : Construction d'un bâtiment dédié à la formation par alternance comprenant des bureaux administratifs, des salles de formations théoriques et pratiques.

Le budget prévisionnel de l'opération est de :

- Montant des travaux : 8 200 000€ HT
- Honoraires contrôleur technique : 60 000€HT
- Honoraires architecte et BET : 1 161 000€HT

Soit un budget prévisionnel total de **9 421 000€ HT**.

Le détail de l'opération est défini à l'article IV – CLAUSES TECHNIQUES du présent document.

I.2 - Décomposition de la consultation

Le présent marché n'est pas alloti, conformément à l'article L2113-11-2° du code de la commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

I.3 - Conditions particulières d'exécution

Sans objet.

I.4 Variantes

Les candidats devront déposer une offre de base répondant strictement aux exigences du présent marché. Cependant, les candidats peuvent proposer, en fonction de leurs compétences et expérience, toute variante tendant à améliorer la couverture globale et le fonctionnement ou la gestion du contrat d'assurances ou une partie de celui-ci.

Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

2. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir Adjudicateur :
CCI DE MAYENNE

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :
Isabelle COUPRIE
Directrice Administratif et Financier

Adresse du Pouvoir Adjudicateur :
12 rue de Verdun – 53 000 LAVAL
Tél: 02.41.20.53.57

Ordonnateur :
Le Président de la CCI de Mayenne

Signataire du marché : Eric HUNAUT
Président de la CCI de Mayenne

Comptable public assignataire des paiements :
Trésorier de la CCI de Mayenne

III - CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

III.1 Objet du marché

Les stipulations du présent marché concernent la souscription d'un contrat d'assurances Dommage Ouvrage (DO) avec garantie complémentaire Tous Risques Chantier (TRC) dans le cadre de l'opération suivante : Construction d'un bâtiment dédié à la formation par alternance comprenant des bureaux administratifs, des salles de formations théoriques et pratiques.

Le budget prévisionnel de l'opération est de :

- Montant des travaux : 8 200 000€ HT
- Honoraires contrôleur technique : 60 000€HT
- Honoraires architecte et BET : 1 161 000€HT

Soit un budget prévisionnel total de **9 421 000€ HT**.

Le détail de l'opération est défini à l'article IV du présent document.

III.2 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI de MAYENNE fait seule foi et son annexe.
- Les conditions particulières de la police d'assurance acceptée par le souscripteur et l'assuré

Ces pièces sont complétées, datées et signées par l'assureur pour acceptation sans réserve.

Les conditions générales de la police d'assurance, remises par l'assureur à l'appui de son offre et jointes au présent marché sont données au seul titre d'information et n'ont pas le caractère de pièce contractuelle.

Ces pièces constituent les strictes termes et limites contractuelles de l'engagement de l'assureur. Elles seront confirmées par la rédaction d'une note de couverture établie conformément aux termes du contrat ainsi défini et d'un contrat d'assurance régi par le code des assurances signé des deux parties, étant précisé que les dispositions du code des assurances seront applicables au marché, en tant qu'elles ne dérogent pas aux pièces particulières énumérées ci-dessus, aux règles de la comptabilité publique, et aux dispositions du code de la commande publique garantissant le respect des règles de publicité et de mise en concurrence.

En cas de litige les pièces contractuelles s'appliqueront dans l'ordre hiérarchique prévu ci-dessus.

Tout document à valeur non réglementaire, qui ne serait pas répertorié à la liste des pièces contractuelles ci-dessus, sera considéré comme nul et non avenu. Il ne pourra dès lors être opposé au souscripteur ou à l'assuré.

De même, toute modification à apporter à l'une quelconque des pièces contractuelles ci-dessus, de quelque nature que cela soit, devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

Pièces générales

Les pièces générales sont les suivantes :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services)
- Le Code de la Commande Publique
- Le Code Général des Assurances,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation.
- Le Code Civil

Concernant les pièces générales, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation, le prestataire étant censé les connaître.

III.3 Conditions générales d'exécution

III.3.1 Confidentialité

Le titulaire du marché est tenu au respect du secret professionnel. Il s'interdit de divulguer de quelque manière que ce soit les informations et documents confidentiels remis dans le cadre du présent marché.

Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses préposés et à assurer les conséquences de leur violation.

III.3.2. Principes de la République

Le titulaire du marché doit s'acquitter des formalités prévues dans la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, ainsi il doit prendre, notamment, les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

En effet, lorsqu'il participe à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Il s'assure que les éventuels contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Il informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une **pénalité d'un montant de 150€HT par constatation** puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

III.3.3. Gestion du contrat

Outre les dispositions prévues dans le présent CCP, le titulaire apportera toutes diligences à la gestion du contrat et aux règlements des sinistres garantis par le présent marché. Il devra notamment établir et soumettre pour régularisation au souscripteur, les pièces modificatives du marché dans les trois mois suivant le terme de l'année d'assurance écoulée.

III.3.4. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de comptes du marché est l'euro (€). Le prix libellé en euro (€) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors taxes et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

III.4 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

III.4.1. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire sera tenu de remettre tous les six (6) mois, à compter de la conclusion du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois.

Ces obligations s'imposent, en cas de groupement, à tous les cotraitants.

Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec un prestataire, informée par écrit par un agent de contrôle de la

situation irrégulière de ce prestataire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt à ce prestataire de faire cesser dans délai cette situation.

Le prestataire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du prestataire.

III.5 Contenu et caractère des prix

III.5.1 Nature des prix

■ Mois d'établissement du prix du marché

Le mois de référence est le mois m0, mois de la date limite de remise des offres de la consultation pour laquelle le titulaire a remis son offre.

■ Forme des prix

En application de l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont forfaitaires.

Les primes d'assurance sont établies sur la base d'un taux forfaitaire, défini dans l'acte d'engagement, et appliqué au coût total de la construction.

■ Décomposition et sous-détail des prix

Les prix font, le cas échéant, l'objet d'une décomposition faisant ressortir :

- les éventuels droits d'adhésion
- les taux applicables à chaque élément de mission
- en cas de groupement, la répartition par cotraitant.

III.5.2 Contenu des prix

■ Unité de compte

Les prix du marché sont établis en euros, hors taxes (€ HT).

■ Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres. Ils couvrent l'ensemble des prestations à exécuter conformément aux stipulations du marché et aux prescriptions des lois et règlements en vigueur au mois M0 tel que défini ci-avant.

Les prix du marché sont établis en tenant compte notamment de toutes sujétions d'étude, de traitement de données, de déplacement ou de reproduction de documents et de fichiers informatisés, inhérentes à une exécution complète et conforme en tous points aux prescriptions et dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance entière et complète de tous éléments afférents à l'exécution des prestations qui lui sont confiées, avant d'établir son acte d'engagement.

III.5.3 Modalités de variation des prix

■ Forme des prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de prise d'effet du contrat. En application de l'article R2112-9 du code de la commande publique, le

taux de cotisation sont fermes pour autant que le risque initial et le montant des travaux et honoraires ne soient pas modifiés.

■ Modalités de variation des prix

Les taux de cotisation sont fixés dans l'acte d'engagement.

L'assiette de cotisation est définie comme le coût total de la construction, tel qu'actualisé à l'issue de l'établissement des décomptes généraux et définitifs des marchés.

Ce coût total de la construction englobe :

- Le montant total du marché de travaux, toutes taxes comprises
- Le montant total des honoraires de maîtrise d'œuvre, toutes taxes comprises
- Le montant total des honoraires de contrôle technique, de géotechnicien et de CSPS, toutes taxes comprises.
- Toute autre personne physique ou morale, liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage (article 1792-1 du code civil).

Au moment de la signature du marché, les montants de primes sont calculés, à titre provisoire, comme le produit des taux de cotisation, par le coût total prévisionnel de la construction correspondant au montant total TTC de chaque marché précité tel qu'indiqué dans leurs actes d'engagement respectifs, au moment de l'attribution.

Les montants définitifs des primes d'assurance seront fixés par avenant, sur la base du produit des taux de cotisation, par le coût total définitif de la construction, tel qu'actualisé à l'issue de l'établissement des décomptes généraux et définitifs des marchés, en conséquence, lorsque le coût définitif du montant TTC des travaux (y compris le montant TTC des honoraires), est différent du coût du montant prévisionnel des travaux, le montant de la prime de révision sera calculé en plus ou en moins sur la différence.

III.6 Règlement des comptes

III.6.1 Rémunération

Si le titulaire est un groupement, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) précise, poste par poste, la répartition des montants entre le mandataire et les différents cotraitants.

Les projets de décompte seront établis par le mandataire du groupement.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaudra alors, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer, soit directement, soit via le compte commun, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

III.6.2 Acomptes

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Bien que le maître d'ouvrage ait désigné un mandataire, pour le marché d'assurance, il conserve toutes ses prérogatives. Ainsi, c'est le maître d'ouvrage qui signera le marché d'assurance et réglera les facturations correspondantes.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la

personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Prime provisionnelle

La prime provisionnelle sera calculée par application du taux (toutes taxes comprises) sur le montant total du coût prévisionnel de la construction toutes taxes comprises (y compris honoraires et travaux).

Prime définitive

La prime définitive sera calculée à la fin des travaux par application du taux retenu et fixé dans l'acte d'engagement au coût définitif de la construction.

Le maître d'ouvrage communiquera à l'assureur dans un délai de 3 mois après l'arrêt définitif des comptes et, au plus tard, 12 mois après la réception SAUF impossibilité administrative.

Si le montant de cotisation ainsi obtenue excède la cotisation provisionnelle, le maître d'ouvrage réglera une prime de régularisation égale à la différence entre la cotisation réellement due et la cotisation provisionnelle déjà versée.

La prime définitive sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux.

Le maître d'ouvrage procédera au règlement des primes par virement bancaire à l'ordre de l'assureur 30 jours à compter de la réception des relevés de quittances.

Il est précisé que lorsque le montant de la prime définitive est inférieur à la prime provisoire, le représentant du pouvoir adjudicateur émettra un titre de recette afin que le titulaire rétrocède le trop-perçu. Ceci ne doit pas faire obstacle à l'intervention, si nécessaire, de l'assurance Dommages-Ouvrage durant la phase chantier.

III.6.3 Avances

Le paiement fractionné d'une prime dans les conditions de l'article L113-3 du code des assurances ne constitue pas une avance au sens des dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Toutefois, compte tenu du caractère particulier des prestations d'assurance, il est expressément convenu que l'assureur renonce au versement de l'avance fixée par la réglementation en vigueur et notamment celle découlant des dispositions de l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique lorsque ce dernier est applicable au marché de prestations de services d'assurances visées par le présent CCP.

III.6.4 Délais de paiement- Intérêts moratoires

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et ceci par dérogation à l'article L 113.3 du Code des assurances.

Par dérogation expresse aux conditions générales, l'effet de l'assurance ne sera point suspendu au cas où l'assuré différerait d'acquitter la prime annuelle au-delà de l'expiration du délai imparti, l'assureur acceptant de se soumettre aux règlements de la comptabilité publique et de

ne point se prévaloir des retards qui pourraient être apportés au paiement de la dépense durant le cours de l'exercice concerné pour suspendre le contrat.

III.7 Tarification des garanties

Les dispositions ci-dessous sont applicables pour la garantie de base Dommage Ouvrage et les garanties complémentaires ainsi que pour l'assurance Tous Risques Chantier :

- Le taux de prime est indiqué dans l'acte d'engagement ; il tient compte du coût prévisionnel de la construction, tel qu'indiqué dans les documents de consultation.
- Le montant provisoire de la prime est calculé par application de ce taux au coût prévisionnel de la construction, taxes et honoraires compris.
- Le montant définitif de la prime est régularisé par avenant, par application du taux au coût définitif de la construction.

III.8 Communication entre les parties

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG FCS, les déclarations ou notifications auxquelles il est procédé entre les parties en application du chapitre IV du présent CCP, sont faites par écrit soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

III.9 Dérogations au CCAG FCS

Les dérogations au CCAG FCS sont les suivantes :

Articles du CCAG FCS	Articles du CCAP portant dérogation
4.1	3
10.1.3	6.2
3.1	9

IV - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE (DO) ET TOUS RISQUES CHANTIER (TRC)

Article IV-1 Point de départ et durée de garantie

IV.1.1 Garantie de base

La garantie de base commence, au plus tôt, sous réserve des dispositions ci-dessous, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (GPA – article 1792-6 du code civil). Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise :

- Avant la réception, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution, par celui-ci, de ses obligations ;
- Après la réception, et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

III-1.2 Garanties complémentaires

■ Bon fonctionnement des éléments d'équipement

La garantie de bon fonctionnement des équipements démarre à la date de réception des travaux. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

■ Dommages immatériels consécutifs

La garantie « dommages immatériels consécutifs » démarre à la date de réception des travaux. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

■ Frais de dépose ou démontage des éléments d'équipements ou d'installations

La garantie « frais de dépose ou démontage des éléments d'équipements ou d'installation » démarre à la date de réception des travaux. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

■ Garantie des dommages aux existants

La garantie des « dommages aux existants » démarre à la date de réception des travaux. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

III-1.3 Garantie « Tous Risques Chantier » (TRC)

La prise d'effet du présent marché d'assurance est fixée à la date de notification du marché par le pouvoir adjudicateur ou son représentant le cas échéant chez le courtier, l'agent général ou l'assureur en l'absence des deux précédents.

La durée totale du marché s'entend à la prise d'effet du contrat telle que définie ci-dessus pour expirer 1 an après la date de réception de l'ouvrage prévisionnellement fixée à juin 2027.

Article IV-2 Nature des garanties contractuelles

L'assurance s'applique à l'ensemble des travaux de l'opération soumis à l'obligation légale et notamment aux dispositions de l'ordonnance du 8 juin 2005, **y compris les ouvrages de terrassement, les voiries et réseaux divers.**

IV.2.1 Garantie de base

La garantie de base a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisés dans le cadre de l'opération visée à l'article IV-3 du présent document.

La garantie de base couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants et les importateurs ou le Contrôleur technique, et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction
- Affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages, au titre de la garantie de base, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires, à l'exception des travaux de dépose et de démontage d'éléments d'équipement ou d'installations faisant l'objet des garanties complémentaires ci-après.

III-2 Garanties complémentaires

En complément de la garantie de base, sont prévues les garanties complémentaires suivantes :

■ Bon fonctionnement des éléments d'équipement

Conformément à l'article 1792-3 du code civil, l'Assureur garantira au Maître de l'ouvrage et/ou le propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, pendant une durée de 2 ans à compter de la réception, le bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables de l'immeuble, qui peuvent être remplacés par démontage, et ne rendent pas l'ouvrage impropre à sa destination, le dysfonctionnement de l'équipement au regard des performances prévues ou des engagements souscrits par le constructeur.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou, à défaut, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours, son obligation de réparer.

■ Dommages immatériels consécutifs

L'Assureur garantira au Maître de l'ouvrage et/ou le propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, le paiement des dommages immatériels consécutifs subis par le Maître de l'ouvrage et/ou le propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, ou la personne chargée de l'exploitation des ouvrages et résultant d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie de base. Ainsi, est couvert tout préjudice pécuniaire causé directement par la survenance de dommages matériels (ex : perte de jouissance...).

■ Frais de dépose ou démontage des éléments d'équipements ou d'installations

L'Assureur garantira au Maître de l'ouvrage et/ou le propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre, le paiement des frais de dépose ou démontage des équipements et/ou installations au cas où ces opérations se révéleraient nécessaires lors d'un sinistre couvert au titre de la garantie de base.

■ Garantie des dommages aux existants

Sans objet

III-2.3 Garantie « Tous Risques Chantier » (TRC)

La garantie TRC attendue est une assurance de dommages appelée à couvrir l'ouvrage pendant sa réalisation et jusqu'à sa livraison et pendant la période de maintenance/parfait achèvement. Elle vise à protéger les maîtres d'ouvrages contre les dommages matériels de type accidentels affectant le chantier au cours de sa réalisation.

L'assureur garantira :

- **Pendant la construction**, à compter du déchargement sur le site et jusqu'à la réception des travaux (y compris les essais) toutes pertes ou dommages à l'ouvrage et aux matériaux destinés à devenir partie intégrante de la construction, notamment, à la suite d'incendie, de foudre, d'explosion, de dégâts des eaux, d'effondrements, d'accidents, de vols caractérisés, d'événements naturels, d'actes de malveillance, terrorisme, sabotage, d'erreurs de conception, d'erreurs d'ordonnancement, de vices de matière, d'erreur de montage.

- **Après réception et pendant la période de maintenance/parfait achèvement**, toute perte ou dommages à l'ouvrage provenant du retour des entreprises sur le site pour exécuter dans le cadre de leurs obligations contractuelles, tous travaux de finition, mise au point, rectification, réparation y compris levées des réserves dont l'origine est antérieure à la réception et résultant notamment d'erreur et/ou défaut de conception, erreur de plan, de calcul, de vice caché, vice de construction, de fabrication, de montage et d'assemblage, erreurs d'ordonnancement, à l'exclusion des dommages incendie, foudre, explosions ou de ceux relevant des articles 1792 et suivants du Code civil.

- **L'assureur** déclare renoncer à tous recours contre tout participant à l'opération de construction et à l'encontre de leurs assureurs, pour autant que le montant de leurs travaux et/ou prestations soit incorporé à la somme assurée. Ils ne renoncent pas à recours contre les fabricants et fournisseurs sauf pour leur prestation éventuelle sur le site du chantier garanti.

Article IV-3 Nature de l'opération de travaux

Il s'agit d'une construction d'un bâtiment dédié à la formation par l'alternance comprenant des bureaux administratifs, des salles de formations théoriques et pratiques.

- Au Rez-de-jardin : locaux techniques, salle de convivialité (gradin menant au RDC)
- Au Rdc : accueil, Centre de ressources, salle de conférence, bureaux administratifs
- Au R+1 et R+2 : salles de classes et bureaux administratifs, locaux techniques (entretien des locaux)
- Nombre de bâtiment : 1
- Nombre total de niveau : 4
- Date de début de travaux : avril 2025
- Date prévue d'achèvement : juin 2027

- Montant des travaux : 8 200 000 € HT
- Honoraires contrôleur technique : 60 000 € HT

- Honoraires architectes et BET : 1 161 000 € HT
- **SOIT 1 ENVELOPPE DE 9 421 000 € HT**

Article IV-4 Montant et limite de garantie

IV-4.1 Garantie de base

La garantie de base couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction visée à l'article 1.1 endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des Assurances.

La garantie de base est toutefois limitée au coût total déclaré de la construction, tel qu'il sera communiqué à l'Assureur avec le décompte général définitif des marchés de travaux, de Maîtrise d'œuvre, de CSPS et de Contrôle technique.

Le montant de garantie est revalorisé selon les modalités prévues aux conditions particulières, pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Les conditions particulières précisent les modalités de reconstitution de la garantie après sinistre. Le coût total déclaré de la construction s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le Maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

IV-4.2 Garanties complémentaires

■ Bon fonctionnement des éléments d'équipement

Le montant garanti est limité à 20% du coût total définitif de la construction, sans pouvoir excéder 1 500 000€.

Cette somme est revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de réparation du sinistre.

Pour le reste, il est fait application des mêmes dispositions que pour la garantie de base.

➤ **Variante : le candidat peut proposer une variante concernant ce niveau de garantie.**

■ Dommages immatériels consécutifs

Le montant garanti est limité à 10% du coût total définitif de la construction, sans pouvoir excéder 1 500 000€.

Cette somme est revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de réparation du sinistre.

Pour le reste, il est fait application des mêmes dispositions que pour la garantie de base.

► **Variante : le candidat peut proposer une variante concernant ce niveau de garantie.**

■ Frais de dépose ou démontage des éléments d'équipements ou d'installations

Le montant garanti est limité à 5% du coût total définitif de la construction.

Cette somme est revalorisée en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

Pour le reste, il est fait application des mêmes dispositions que pour la garantie de base.

► **Variante : le candidat peut proposer une variante concernant ce niveau de garantie.**

■ Garantie des dommages aux existants

Sans objet

IV-4.3 Garantie « Tous Risques Chantier » (TRC)

La garantie couvre la prise en charge du coût total des travaux réalisés.

Article IV-5 Reconstitution des garanties

Les montants des garanties peuvent être reconstitués sur demande de l'assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de l'ouvrage, contre paiement d'une prime calculée dans les conditions fixées par avenant.

Les effets de la reconstitution ne s'appliquent qu'à des sinistres dont la première manifestation est postérieure à la signature de l'avenant de prise en charge.

Cette reconstitution ne peut être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai de deux (2) mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Il est convenu que l'assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L121-5 du code des assurances en cas de non-reconstitution de l'un ou des montants de garantie.

Article IV- 6 Exclusions de garantie

Les dispositions ci-dessous sont applicables pour la garantie de base et les garanties complémentaires :

a) Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ; toutefois la garantie restera acquise par le souscripteur qui n'a pas commis le fait intentionnel ou le dol, étant précisé qu'un recours sera possible contre son auteur

b) Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal

c) De la cause étrangère.

Sont considérés comme cause étrangère :

- Directement ou indirectement, les incendies ou explosions, sauf si l'incendie ou l'explosion sont la conséquence directe d'un sinistre couvert par le présent marché

- Les raz-de-marée, trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique

- Les faits de guerre étrangère

- Les faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève ou de lock-out ayant le caractère de cause étrangère
- Les effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de radioactivité, ainsi que des effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

Article IV- 7 Obligations générales de l'assuré

L'assuré s'engage :

- a) A fournir à l'assureur, sur sa demande, la preuve de l'existence des contrats d'assurance de responsabilité décennale souscrits par les concepteurs/ réalisateurs et le contrôleur technique ;
- b) A lui déclarer les réceptions de travaux, ainsi qu'à lui remettre dans le mois de leur prononcé, le ou les procès-verbaux desdites réceptions, ainsi que le relevé des observations ou réserves demeurées non levées du contrôleur technique ;
- c) A lui adresser un dossier technique comportant au moins les plans et descriptifs de l'ensemble des travaux effectivement réalisés, dans le délai maximal d'un mois à compter de leur achèvement ;
- d) A lui notifier dans le même délai, le constat de l'exécution des travaux éventuellement effectués au titre de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil ainsi que le relevé des observations ou réserves demeurées non levées du contrôleur technique ;
- e) A lui faire tenir la déclaration de tout arrêt de travaux devant excéder trente jours ;
- f) A communiquer les avis, observations et réserves du contrôleur technique, simultanément, tant à l'assureur qu'au réalisateur concerné, et à ne pas s'opposer à ce que l'assureur puisse, à ses frais, demander au contrôleur technique, sous son couvert, les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

Dans le cas où il n'est pas lui-même le maître de l'ouvrage, l'assuré s'engage à obtenir de celui-ci que les avis, observations et réserves du contrôleur technique soient pareillement communiqués à l'assureur et au réalisateur concerné, et que, dans les mêmes conditions, l'assureur puisse demander au contrôleur technique les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

Article IV- 8 Constat de l'exécution des travaux de réparation

L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages :

- Ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre, au titre de l'article IV-12 du présent document
- Ayant fait l'objet d'une avance sur indemnisation, au titre de l'article IV-12 du présent document

Article IV- 9 Droit de subrogation de l'assureur

Pour permettre l'exercice éventuel du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur par l'article L.121-12 du Code des Assurances, l'assuré s'engage également :

- a) A autoriser l'Assureur à accéder à tout moment au chantier pendant la période d'exécution des travaux de construction, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, et, à cet effet, à prendre les dispositions nécessaires dans les

contrats et marchés à passer avec les réalisateurs ayant la responsabilité de la garde du chantier. En cas de sinistre survenant au-delà de la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement, l'assuré s'engage à accorder à l'assureur toutes facilités pour accéder aux lieux du sinistre.

b) En cas de sinistre, à autoriser les assureurs couvrant la responsabilité décennale des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, et du contrôleur technique à accéder aux lieux du sinistre sur l'invitation qui leur en est faite par l'expert désigné à l'article IV-10.1 du présent document.

c) A autoriser l'expert à pratiquer les investigations qui lui apparaîtraient nécessaires en vue de l'établissement, à l'intention de l'assureur, d'un rapport complémentaire qui, reprenant les conclusions du rapport d'expertise défini à l'article IV-10.3 précité, en approfondit, en tant que de besoin, l'analyse, en vue notamment de la recherche des faits générateurs du sinistre et des éléments propres à étayer le recours de l'assureur.

Article IV- 10 Obligations des parties en cas de sinistre – Constat des dommages - Expertise

IV-10.1 Désignation et rôle de l'expert

Sous réserve des dispositions de l'article IV-10.3 ci-dessous, les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'une personne physique ou morale, désignée par l'assureur et ci-après dénommée « l'expert ».

L'expert peut faire l'objet d'une récusation dans les huit (8) jours de la notification à l'assuré de sa désignation. En cas de seconde récusation par l'assuré, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés.

Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

Lors de la première demande de récusation, les délais d'instruction et de règlement des sinistres prévus ci-après par la présente clause sont augmentés de dix (10) jours. En cas de désignation de l'expert par le juge des référés, ces mêmes délais sont augmentés de trente (30) jours.

Les opérations de l'expert revêtent le caractère contradictoire. L'assuré peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles de l'assuré sont consignées dans le rapport de l'expert.

IV-10.2 Obligations de l'expert vis-à-vis des constructeurs, du contrôleur technique et des assureurs concernés

L'Assureur s'engage envers l'assuré, à donner à l'expert les instructions nécessaires pour que les réalisateurs, les fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil et le contrôleur technique, ainsi que les assureurs couvrant leur responsabilité décennale et celles de l'assuré soient :

- D'une façon générale, consultés pour avis par l'expert chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'assureur de chacun des deux documents définis au IV-10. 3 du présent document.
- Systématiquement informés par l'expert du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités.

IV-10.3 Limites de la mission d'expertise – Documents établis par l'expert

La mission d'expertise définie à l'article IV-10.1 est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts, conformément aux dispositions des articles ci-après.

Contenu du rapport préliminaire

Ce rapport comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non-aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par le maître d'ouvrage et/ou le propriétaire de l'ouvrage au moment du sinistre.

Il comportera également les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'assureur de se prononcer dans le délai de soixante (60) jours à compter de la réception, sur le principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

Contenu du rapport d'expertise

Ce rapport est exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés.

Il comprend, en tant que de besoin, l'analyse des faits générateurs du sinistre et les éléments propres à définir les responsabilités des différents constructeurs.

IV-10.4 Cas particuliers où l'assureur n'est pas tenu de recourir à un expert

L'assureur n'est pas tenu de recourir à une expertise lorsque, au vu de la déclaration de sinistre :

- Il évalue le dommage à un montant inférieur à 1800 euros
- Ou la mise en jeu de la garantie est manifestement injustifiée.

Lorsqu'il décide de ne pas recourir à une expertise, l'assureur notifie à l'assuré son offre d'indemnité ou sa décision de refus de garantie dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre réputée constituée.

En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert.

La notification reproduit de façon apparente l'alinéa précédent.

Article IV- 11 Rapport préliminaire- Mise en jeu des garanties – Mesures conservatoires

IV-11.1 Notification de la décision de mise en jeu des garanties – Délai

Dans un délai maximal de soixante (60) jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, l'assureur, sauf s'il a fait application des dispositions de l'article IV-10.4, sur le vu du rapport préliminaire établi par l'expert, notifie à l'assuré sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

Préalablement, l'assureur communique à l'assuré le rapport préliminaire établi par l'expert. L'envoi du rapport préliminaire, comme la notification de la décision de l'assureur, sont faites par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Toute décision négative de l'assureur, ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation, doit être expressément motivée.

Si l'assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du contrat, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondantes à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par l'assuré lui-même, au titre de mesures conservatoires.

IV-11.2 Transmission préalable du rapport préliminaire

Lorsqu'une expertise est requise, l'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec le délai maximum de soixante (60) jours qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu de l'article précédent.

IV-11.3 Mesures conservatoires

Faute, pour l'assureur, de respecter le délai de soixante (60) jours fixé à l'article IV-11.1 du présent document, et sur simple notification faite à l'assureur, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les garanties du présent contrat jouent pour ce qui concerne le sinistre déclaré et l'assuré est autorisé à engager les dépenses correspondantes à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation faite dans le rapport préliminaire de l'expert.

Si, dans le même délai, l'assuré n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, il est autorisé, de la même manière, à engager les dépenses en cause dans la limite de l'estimation qu'il a pu en faire lui-même. Il peut également, après l'avoir notifié à l'assureur, par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, engager les dépenses nécessaires à la réparation des dommages.

L'indemnité versée par l'assureur est alors majorée de plein droit d'un intérêt égal au double du taux de l'intérêt légal.

Article IV- 12 Rapport d'expertise – Détermination de l'indemnité

IV-12.1 Notification de la décision relative au montant des indemnités - Délai

Dans un délai maximal de quatre-vingt-dix (90) jours courant à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'assureur, sauf s'il a fait application des dispositions de l'article IV-10.4, sur le vu du rapport d'expertise, notifie à l'assuré ses propositions définitives quant au montant de l'indemnité destinée au paiement des travaux de réparation des dommages.

Préalablement, l'assureur communique à l'assuré le rapport d'expertise établi par l'expert. L'envoi du rapport d'expertise, comme la notification de la décision de l'assureur, sont faites par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les propositions de l'assureur peuvent faire l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix ; elles sont obligatoirement ventilées entre les différents postes de dépenses retenus et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires.

Elles comprennent, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux, tels qu'honoraires, essais, analyses, ainsi que les taxes applicables.

Elles tiennent compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être antérieurement versées au titre des mesures conservatoires.

Dans le cas d'une proposition d'indemnité provisionnelle, il est expressément convenu que les versements complémentaires de l'assureur interviendront dans des délais tels que l'assuré n'ait jamais à faire l'avance des travaux de réparation des dommages.

IV-12.2 Transmission préalable du rapport d'expertise

Lorsqu'une expertise est requise, l'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport d'expertise en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec le délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu de l'article précédent.

IV-12.3 Report exceptionnel de la remise du rapport d'expertise

Dans les cas de difficultés exceptionnelles où la nature ou l'importance particulière du sinistre interdirait pratiquement à l'expert d'établir son rapport dans le délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours, l'assureur pourra proposer à l'assuré de reporter la notification de l'indemnité au-delà de ce délai. Cette proposition sera faite par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

La proposition de report devra être expressément motivée et se fonder exclusivement sur des considérations de caractère technique.

Elle devra préciser le délai supplémentaire nécessaire à la notification de l'indemnité et être notifiée à l'assuré dans un délai maximum de soixante (60) jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre.

Le délai supplémentaire prévu à l'alinéa qui précède est subordonné à l'acceptation expresse de l'assuré et ne peut excéder cent trente-cinq jours (135) jours.

Article IV- 13 Règlement du sinistre – Versement de l'indemnité

IV-13.1 Acceptation par l'assuré des conditions proposées - Délai

Dans un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception de la notification de l'indemnité intervenant dans les conditions définies à l'article IV-12.1 ou, à titre exceptionnel, dans les conditions définies à l'article IV-12.3, l'assuré fait connaître à l'assureur s'il accepte ou non les propositions dont il a été saisi.

Il doit le faire par écrit, soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

IV-13.2 En cas d'acceptation, par l'assuré, des conditions proposées

En cas d'accord de l'assuré sur les propositions faites par l'assureur, le règlement de l'indemnité par l'assureur intervient dans les conditions suivantes :

Si le montant global de l'indemnité est inférieur à 300 000 € TTC

Le versement s'effectue en une seule fois, dans un délai maximum de quinze (15) jours courant à compter de la réception par l'assureur, de l'acceptation par l'assuré de ses propositions.

Si le montant global de l'indemnité excède 300 000 € TTC

Le versement s'effectue en plusieurs fractions égales, échelonnées dans le temps, et revalorisés s'il y a lieu en fonction du rythme de l'exécution des travaux de réparation des dommages.

La première fraction de l'indemnité est versée dans un délai maximum de quinze (15) jours courant à compter de la réception, par l'assureur, de l'acceptation par l'assuré de ses propositions. Elle ne peut être inférieure à 300 000 € TTC.

Les autres fractions sont versées, dans tous les cas, dans des conditions de délai telles que l'assuré ne soit jamais conduit à faire l'avance du paiement des travaux.

IV-13.3 En l'absence de réponse de l'assuré

Faute par l'assuré de respecter le délai de réponse de quinze (15) jours, le règlement de l'indemnité ou, selon le cas, de la première fraction de l'indemnité, intervient sur la base des propositions faites par l'assureur dans un délai maximum de quinze (15) jours courant à compter de l'expiration du délai de réponse, et selon les modalités prévues à l'article ci-dessus.

IV-13.4 En cas de contestation, par l'assuré, des conditions proposées

L'assuré qui, dans le délai de réponse de quinze (15) jours, aurait fait connaître à l'assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, s'il estime cependant ne pas devoir différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, **une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité** qui lui a été notifiée.

Cette avance, forfaitaire et non revalorisable, et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de quinze (15) jours courant à compter de la réception, par l'assureur, de la demande de l'assuré.

Si l'assuré ayant demandé le bénéfice des dispositions du présent article n'a pas reçu, dans le délai de quinze (15) jours, les sommes représentatives de l'avance due par l'assureur, il est autorisé à engager les dépenses afférentes aux travaux de réparation qu'il entreprend, dans la limite des propositions d'indemnisation qui lui ont été précédemment notifiées.

L'assureur est tenu de notifier à l'assuré, pour l'information de celui-ci, la position définitive que, sur le vu du rapport complémentaire, il estime devoir prendre en ce qui concerne l'exercice du droit de subrogation ouvert à son profit par l'article L. 121-12 du code des assurances.

V – RESILIATION – DIFFERENDS – LITIGES – CONVENTIONS ET DEROGATIONS

Article V- 1 Résiliation du marché

V-1.1 Résiliation du contrat du fait du pouvoir adjudicateur/assuré/souscripteur

L'assuré, après un préavis par lettre recommandée avec accusé de réception de trois mois avant la date d'échéance annuelle adressée à la compagnie d'assurances, peut résilier le marché.

La résiliation peut intervenir un mois après réception de la lettre recommandée faisant suite à la déclaration d'un sinistre en cas de modification de la prime prévue dans l'acte d'engagement.

V-1.2 Résiliation du contrat du fait du titulaire

Sauf si l'assuré a lourdement manqué à ses obligations (non-paiement de prime, omission ou déclaration inexacte, souscription frauduleuse de plusieurs assurances contre un même risque pour les biens assurés), **le titulaire ne peut résilier le présent marché avant son terme.**

Il devra dans ce cas en avertir le maître de l'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception six mois à l'avance afin de permettre à l'assuré de lancer une nouvelle procédure de marché public d'assurance.

Article V- 2 Règlement des différends et litiges

Il sera fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera le Tribunal Administratif de Nantes.

Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île-Gloriette BP 24111
44041 Nantes Cedex 1

Téléphone

02 40 99 46 00

Fax

+33 2 40 99 46 58

Email

greffe.ta-nantes@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, Il est également l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur.

Article V- 3 Conventions

Par dérogation aux Conditions Générales, Conventions Spéciales ou de tout autre document :

- La compagnie d'assurances (ou son intermédiaire) est tenue de procéder à la vérification des attestations des constructeurs dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans le mois qui suivra la remise des documents par les services de l'établissement.
- La compagnie d'assurances (ou son intermédiaire) devra tenir à disposition de l'expert les dossiers techniques qu'il aura constitué.

- Le délai de déclaration du coût total définitif de la construction est porté à 12 mois à compter de la date de réception des travaux.